

"L'euro fort, meilleur ennemi de la croissance et de l'emploi" dans Le Point (16 janvier 2004)

Légende: Le 16 janvier 2004, l'hebdomadaire français Le Point examine les causes et les conséquences de la montée du cours de l'euro par rapport au dollar et stigmatise la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) en avançant des pistes de solution pour surmonter ces tensions monétaires.

Source: Le Point. [EN LIGNE]. [Paris]: [10.08.2005]. Disponible sur <http://www.lepoint.fr/europe/document.html?did=140883>.

Copyright: (c) Le Point

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_euro_fort_meilleur_ennemi_de_la_croissance_et_de_l_emploi_dans_le_point_16_janvier_2004-fr-7c37c106-e4a9-438d-9abc-2f4b6caa6081.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

L'euro fort, meilleur ennemi de la croissance et de l'emploi

par Nicolas Baverez

En deux ans et demi, l'euro est passé de 0,83 à 1,30 dollar, soit une appréciation de 56 %. Le mouvement de hausse s'est par ailleurs emballé depuis septembre 2003, date à laquelle la parité était de 1,10 dollar, jusqu'à déboucher sur une course de vitesse à la dévaluation du dollar en 2004. Le constat est clair : il ne s'agit pas d'un ajustement, mais d'une crise des changes ; et l'origine de cette crise n'est pas principalement économique, liée à la dynamique des marchés, mais politique, directement issue de la volonté des États-Unis de se tailler, au détriment de l'Europe, la part du lion dans les bénéfices de la reprise mondiale qu'ils ont impulsée.

Face à l'ampleur et à la violence inouïes de cette tourmente monétaire, la passivité de la Banque centrale européenne présente un contraste saisissant avec l'activisme de la Fed, l'anémie économique de l'Euroland, la préoccupation croissante des responsables politiques au sein de l'Union.

Réuni le 8 janvier à Francfort, le comité de politique monétaire de la BCE a manqué une nouvelle occasion de réviser sa stratégie. Le taux directeur a été maintenu inchangé à 2 %, ce qui alimente la spéculation du fait de l'écart avec les États-Unis (1 %) tout en pesant négativement sur l'activité, l'investissement et l'emploi. La BCE s'est bornée à déclarer par la voix de son président, Jean-Claude Trichet, qu'elle « n'apprécie pas l'excessive volatilité sur le marché des changes » et que « la flambée actuelle de l'euro face au dollar a un effet négatif sur la compétitivité des exportateurs de la zone euro », pour souligner aussitôt que ces effets étaient compensés par la reprise mondiale. Jamais l'absurdité du monétarisme dogmatique de la BCE n'a été plus évidente : aux États-Unis, le dollar est mis au service de la croissance, de la réindustrialisation et de l'emploi ; en Europe, la reprise mondiale est utilisée pour surévaluer l'euro, inversant les moyens et les fins.

Et ce alors même que les ravages de l'euro fort sont patents. En 2003, l'euro s'est réévalué de 21 % par rapport au dollar, avec pour résultat une croissance limitée à 0,5 %, des parts de marché mondial en recul de 6 points pour les exportations européennes, 48 000 faillites d'entreprises en France et 41 000 en Allemagne, contre 38 500 aux États-Unis, un chômage de 9 %. Dans le même temps, le Japon, grâce à une politique de taux zéro et surtout à la mobilisation de 20 000 milliards de yens - soit 150 milliards de dollars - pour intervenir sur les marchés des changes, a limité la hausse du yen à 11 % face au dollar, ce qui lui a permis de renouer avec une croissance de 2,5 % et de stabiliser le chômage à 5,2 %.

L'immobilisme de la BCE a pour conséquence immédiate d'amplifier la chute du dollar et l'ascension de l'euro, qui va désormais évoluer vers 1,40 dollar, voire au-delà. Avec, pour l'Euroland, un risque comparable à l'endaka japonaise des années 90, où l'ascension du yen et le rationnement du crédit, favorisés par l'inertie de la Banque du Japon, débouchèrent sur une décennie de déflation. L'Europe est bridée par une monnaie qui favorise plus les rentiers que les producteurs.

Cinq conclusions se dégagent.

1. Il est urgent de casser la spirale haussière de l'euro en ramenant les taux directeurs européens à 1 %, afin de supprimer la prime à la spéculation et de détendre le financement de la consommation et de l'investissement dans l'Euroland, et en prévoyant des interventions coordonnées avec les banques du Japon, de Chine, de Taïwan, de Corée, de Grande-Bretagne, du Canada pour freiner la baisse du dollar.
2. Face au danger majeur que représente la surévaluation de l'euro, les gouvernements de l'Euroland sont fondés à faire jouer l'article 111 du traité de Maastricht, qui permet au Conseil des ministres de fixer les orientations générales de la politique de change.
3. Une coordination monétaire internationale devrait être mise par les Européens à l'ordre du jour de la réunion du G7 qui se tiendra à Boca Raton, en Floride, les 6 et 7 février.

4. La faiblesse institutionnelle de l'Euroland explique le bilan mitigé de la monnaie unique, qui a supprimé les crises de change internes à la zone, mais favorisé la hausse des prix, freiné la croissance et l'emploi et conforté la dépendance vis-à-vis du cycle américain.

5. Si la politique économique des États-Unis présente de lourds déséquilibres (déficit budgétaire de 5 % du PIB et déficit des paiements courants de 6 % du PIB), du moins repose-t-elle sur une hiérarchie exacte des fins (la création de richesses et d'emplois) et des moyens (les dépenses et les prélèvements publics, les taux d'intérêt et la parité du dollar).